

Une femme arrêtée en France pour un t-shirt qui critiquait Israël

Ali Abunimah – 11 mars 2016

Non découragés par l'arrestation d'une militante lors d'un défilé quelques jours plus tôt, des membres de BDS France portent le t-shirt « illégal » appelant au boycott d'Israël, pendant une manifestation devant le bureau d'Airbnb à Paris, le 10 mars.

La France a fait monter sa répression draconienne de la liberté d'expression sur la Palestine avec l'arrestation d'une femme qui portait un t-shirt soutenant le mouvement de boycott, désinvestissement et sanctions (BDS).

La militante participait à un défilé pour la Journée internationale de la femme à Paris, dimanche dernier, quand la police en civil pénétra dans le défilé pour l'arrêter parce qu'elle portait un vêtement sur lequel étaient imprimés les mots « *Boycott Apartheid Israel* ».

Selon le quotidien *L'Humanité*, des agents des Renseignements généraux, le service de renseignements de la police française, étaient chargés de surveiller la manifestation à laquelle participaient des groupes pour la justice sociale et de gauche.

La France reste sous un état d'urgence qui limite sévèrement les libertés publiques et qui a été déclaré après les atrocités de novembre dernier commises par des extrémistes présumés de l'État islamique qui ont tué 130 personnes à Paris.

La jeune femme a été conduite au commissariat du 3^e arrondissement de Paris pour y être interrogée.

Des centaines de manifestants ont arrêté alors leur défilé et manifesté haut et fort devant le commissariat pendant une heure, jusqu'à ce qu'elle soit libérée, comme le montrent une vidéo postée sur Facebook, et ce clip tweeté par un participant à la manifestation :

vidéo

Une répression politique

La femme a été convoquée au commissariat pour interrogatoire à 14 h le lundi 14 mars, soupçonnée d' « *incitation à la haine en raison de l'origine (nationale), par l'écriture* », selon *L'Humanité*.

Ses sympathisants projettent de manifester devant le commissariat au même moment.

Le collectif féministe Le 8 mars pour TouTEs a dénoncé cette arrestation et s'est engagé à soutenir la militante et le mouvement BDS.

L'arrestation est la preuve de la « *criminalisation des luttes politiques* », dit le groupe, promettant de monter une forte solidarité en réaction « *à l'État policier et à la répression politique et raciste* ».

Le groupe de gauche Ensemble a condamné l'arrestation, la décrivant comme une conséquence du « *climat d'insécurité* » en France.

Le groupe de solidarité avec la Palestine, BDS France, a noté que le lendemain de l'arrestation, le Premier ministre Manuel

Valls déclarait lors du dîner organisé par le CRIF, groupe lobbyiste pro-Israël, que « *l'antisionisme est tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël* ».

« *Aujourd'hui, les politiciens qui soutiennent le régime d'apartheid israélien sont à court d'arguments* » indique BDS France dans une déclaration.

« *Ils amalgament l'antisionisme avec l'antisémitisme et le terrorisme, ils prennent les juifs du monde entier en otage, voulant obstinément en faire les complices des crimes de guerre et d'apartheid d'un État qui leur est étranger* » ajoute BDS France.

Le groupe de campagne affirme qu'avec le succès grandissant que connaît dans le monde le BDS, « *mouvement citoyen, antiraciste et non violent pour les droits fondamentaux du peuple palestinien* », Israël et ses alliés au gouvernement français n'ont d'autre ressource que d'essayer de le salir comme antisémite.

Des arrêts de la Cour de cassation et des décrets gouvernementaux ont déclaré illégaux les appels à boycotter les produits israéliens, suscitant le mépris dans la société civile française.

Sans se laisser décourager

BDS France s'est également engagé à ne pas se laisser intimider par la répression du gouvernement.

Jeudi, des dizaines de militants ont remis une pétition internationale aux bureaux parisiens d'Airbnb pour protester contre les profits que tire la société de la location de maisons de vacances dans les colonies israéliennes de peuplement en Cisjordanie occupée.

Comme des photos publiées par BDS France le montrent, les militants portaient fièrement leurs t-shirts « *Boycott Israeli Apartheid* ».

Samedi, les militants vont organiser des rassemblements dans toute la France contre l'état d'urgence. Une action d'alerte par BDS France qui exhorte ses sympathisants à porter leurs t-shirts également lors de ces manifestations.

<https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/woman-arrested-france-t-shirt-critical-israel>

Traduction : JPP pour BDS France